

Quelles articulations entre évaluation des conséquences socio-sanitaires des inondations, gestion de l'urgence et de la post-urgence et préparation ex-ante

Pierre VERGER, INSERM SE4S
Observatoire Régional de Santé PACA

A l'échelle de la planète, on assiste actuellement à un accroissement de l'impact des catastrophes sur les populations humaines. La France n'échappe pas à ce constat : ces 50 dernières années, elle a été frappée directement ou indirectement par de multiples catastrophes collectives qui ont eu des effets humains, sanitaires et économiques de gravité souvent élevée.

Toutes ont entraîné des conséquences psychologiques et sociales importantes, non seulement dans les communautés touchées mais souvent au-delà. Consentir les efforts nécessaires de solidarité, d'organisation et de recherche pour contribuer non seulement à la prévention des catastrophes mais aussi à leur gestion efficace, au soutien des personnes qui en sont victimes et au

renforcement de la résilience de nos sociétés, est une nécessité. Cet article vise à : 1) effectuer un bref rappel des conséquences sanitaires des inondations 2) présenter les raisons pour lesquelles leur évaluation est nécessaire 3) analyser les difficultés auxquelles se heurtent ces évaluations 4) proposer des axes de préparation à l'évaluation des conséquences des inondations et à leur gestion.



© Une Cellule d'Urgence Médico-Psychologique (CUMP)

Conséquences socio-sanitaires des inondations : des effets souvent durables

Il y a bien d'autres effets que les décès habituellement rapportés par les médias. En dehors des conséquences à court terme, des conséquences à moyen voire à long terme peuvent se produire. Les traumatismes subis en phase aiguë peuvent entraîner des séquelles chroniques, un recours aux soins et une consommation de soins prolongés ainsi que des handicaps. Des maladies respiratoires peuvent être induites par l'exposition à des moisissures se développant dans les habitations inondées. La possibilité de risques combinés doit être rappelée : les inondations peuvent charrier des produits toxiques (présents dans les zones inondées) qui peuvent contaminer les sols agricoles et pénétrer dans la chaîne alimentaire, posant la question de risques sanitaires pour l'homme.

Les conséquences sur la santé mentale peuvent aussi être importantes. Sur un plan individuel tout d'abord, des troubles tels que l'état de stress post-traumatique et la dépression majeure, peuvent survenir et sont fréquemment associés à des handicaps fonctionnels importants. En termes de santé publique ensuite, les conséquences sur la santé mentale peuvent être responsables de consommations de soins importantes et d'arrêts de travail prolongés. Elles sont souvent favorisées par les conséquences somatiques de l'événement et ses répercussions économiques et sociales (pertes matérielles, de l'outil de travail et/ou de son travail...). Les préoccupations des victimes par rapport à ces conséquences sociales peuvent reléguer au second plan les problèmes de santé et induire des retards de recours aux soins.

Les conséquences économiques et sociales favorisent des effets durables sur la santé. Elles sont d'ailleurs un facteur de prolongation ou de déclenchement de troubles de santé mentale, notamment la dépression. Elles sont souvent révélatrices d'inégalités sociales et de ce fait distribuées de manière très inégalitaire dans les populations touchées par les inondations graves ou plus généralement par les accidents collectifs.

Pourquoi évaluer ces conséquences ?

Connaître les conséquences socio-sanitaires des inondations de façon aussi précise que possible est tout d'abord essentiel en termes opérationnels : ceci guidera les décisions des pouvoirs publics, à très court terme ou plus long terme, pour l'ajustement des mesures de protection de la population et la mise en adéquation des moyens de prise en charge avec les besoins des victimes. Ceci est aussi fondamental pour informer, pendant et après un événement, la population et les différentes parties prenantes. De façon plus générale, l'évaluation des conséquences sanitaires d'une inondation ou d'un accident collectif est nécessaire :

pour mieux comprendre les facteurs favorisant différents effets : pourquoi, à exposition égale lors d'une inondation, certaines personnes exposées présenteront-elles une dépression ou un état de stress post-traumatique et d'autres non ?

pour mieux identifier les facteurs de résilience au niveau des individus et des communautés touchées ;

pour évaluer l'efficacité des dispositifs de soutien et ceux de réparation ;

pour améliorer la gestion des événements futurs, notamment la prévention

secondaire et la prise en charge des conséquences socio-sanitaires.

Finalement, l'ensemble de ces connaissances est important pour alimenter le débat démocratique, non seulement sur l'aménagement du territoire, mais aussi pour mettre au jour les injustices environnementales.

Difficultés associées à l'évaluation des conséquences socio-sanitaires des inondations

Pour établir ces connaissances, les outils sont divers et proviennent de différentes disciplines : épidémiologie, toxicologie et évaluation des risques (lorsque des substances toxiques sont en jeu), sociologie... Leur mise en œuvre lors d'une inondation ou d'un accident collectif se heurte à de multiples obstacles, dont le principal est, actuellement, le manque de préparation *ex ante*. Ceci recouvre notamment :

la connaissance de l'état initial des milieux et des écosystèmes des zones à risque ;

celle des états de santé au niveau local avant l'événement ;

la mise au point de protocoles et de procédures de recueil d'informations et de données environnementales et socio-sanitaires pouvant être rapidement mis en œuvre lors d'un événement collectif ;

mais aussi l'habitude de collaboration de réseaux d'acteurs incluant ceux de l'urgence et de la post-urgence : il existe fréquemment un hiatus entre ces deux phases qui freine le partage d'information et l'accès aux données et s'avère préjudiciable à l'évaluation des effets différés, lorsqu'ils existent (cas des pollutions chimiques).

Le retour d'expérience, défini comme l'analyse systématique d'un événement passé en vue d'en tirer les leçons pour la gestion du risque en général, est aussi un outil essentiel dont la mise en œuvre est cependant souvent problématique. Dans le domaine des catastrophes naturelles notamment, il se heurte à un manque de formalisme et de méthode. Les modalités d'engagement ne sont pas assez bien définies et les collaborations intersectorielles peu développées – par exemple, faible implication des assureurs ou des chercheurs. La prise en compte des risques combinés naturels et technologiques devrait être aussi plus poussée. Autre

difficulté, les phases post accidentelles sont peu traitées. Finalement, on constate un manque de vision d'ensemble sur les différents retours d'expérience, et surtout, une diffusion insuffisante auprès des acteurs et du public.

D'autres difficultés relèvent de l'information des différentes parties prenantes à propos des conséquences sanitaires. Ceci ne concerne pas que les inondations mais les risques industriels et naturels de manière plus générale. Le premier problème réside dans la multiplicité des destinataires et de leurs logiques d'appropriation de l'information, souvent différentes voire conflictuelles. Ensuite, il existe fréquemment une confusion entre gestion collective des dommages et gestion individuelle médicale : par exemple, le fait que les données épidémiologiques ne soient pas immédiatement ou directement utilisables sur un plan individuel provoque de l'incompréhension.

Il y a aussi confusion entre outils de dépistage et outils épidémiologiques. Les informations épidémiologiques sont complexes car elles s'appuient sur des sources d'information très diversifiées (urgences hospitalières, recours aux soins, réseaux de médecins sentinelles, études spécifiques, etc.) et sont souvent basées sur des estimations. Dernier élément, le consensus est loin d'exister sur le terme de « victime ». Plusieurs définitions existent, administratives, médico-légales, liées à l'action des urgentistes... Tout ceci complique la communication de l'information sur les conséquences sanitaires lors d'un événement.

Proposition d'axes de préparation à la gestion des inondations et l'évaluation de leurs conséquences

Quatre axes de travail et de recherche opérationnelle peuvent être proposés :

1) le développement d'outils pour mieux appréhender et évaluer les risques combinés et chiffrer les vulnérabilités (ce qui n'est pas suffisamment fait actuellement en France) ; 2) la préparation *ex ante* d'outils, méthodes et procédures de recueils de données et d'informations permettant d'évaluer les conséquences d'événements naturels en périodes d'urgence et de post-urgence 3) la définition de méthodes, procédures et critères pour l'engagement et la mise en œuvre du retour d'expérience lors d'inondations, sa diffusion auprès des acteurs et son utilisation dans le débat public ; 4) enfin, l'amélioration de la diffusion des informations sur les conséquences de ces événements auprès des différentes parties prenantes pour mieux répondre à leur besoins respectifs. ■